

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Peut-être serait-il plus facile de permettre au député de poser sa question supplémentaire et ensuite d'accorder les trente secondes au ministre.

**M. McGrath:** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre s'il a l'intention de nommer le professeur Young président de la Commission de révision des prix, de façon à récupérer au moins quelque chose de la Commission des prix et des revenus?

**M. Gray:** Monsieur l'Orateur, je pense que le député n'aura qu'à attendre pour voir qui sera nommé, de sorte qu'il puisse s'efforcer de récupérer quelque chose entre son attitude très négative et une proposition très constructive.

**Des voix:** Bravo!

#### LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AUX RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DE RÉVISION DES PRIX

**M. Terry Grier (Toronto-Lakeshore):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre s'il songe à faire une déclaration préliminaire à la Chambre des communes pour exposer plus complètement, d'une façon plus détaillée, les moyens que le ministre et le gouvernement entendent prendre pour donner suite aux recommandations de la Commission de révision des prix?

**L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations):** Je serai heureux, monsieur l'Orateur, de demander à ce sujet l'avis de mes collègues.

#### COMMISSION DE RÉVISION—LES DIRECTIVES GOUVERNEMENTALES QUANT AUX ENQUÊTES

**M. H. W. Danforth (Kent-Essex):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre de la Consommation et des Corporations. Le ministre suggérerait-il, au nom du gouvernement, certains sujets d'enquête à cette commission, étant donné l'augmentation substantielle des coûts d'investissement pour les agriculteurs et leurs fournisseurs, qui ne peut que se traduire par une augmentation des prix de l'alimentation? Le ministre donnera-t-il la priorité à ce problème, et exigera-t-il que l'on agisse immédiatement dans l'intérêt de cette industrie?

**L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, ainsi que je l'ai fait remarquer dans ma déclaration d'il y a quelques jours, la Commission sera un organisme indépendant, et son mandat l'autorisera à examiner tous les aspects du problème de l'augmentation des prix des denrées alimentaires. J'estime que son mandat englobera certainement les domaines dont a parlé le député.

\* \* \*

#### AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### VIETNAM—LA PARTICIPATION DU CANADA AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE ET LES ATTAQUES CONTRE LE PERSONNEL—DEMANDE D'EXPLICATIONS

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, compte tenu des attaques répétées contre le

#### Questions orales

personnel de la Commission internationale de contrôle et de la poursuite des hostilités sur tout le territoire de l'Indochine, à l'encontre de l'accord de paix de Paris, le ministre fera-t-il sous peu une déclaration à la Chambre concernant la participation du Canada à la Commission au-delà de notre engagement de 60 jours?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, les incidents auxquels le député a fait allusion sont autant de nouvelles preuves, comme je l'ai dit publiquement, et je n'hésite pas à le répéter à la Chambre, que les conditions dans lesquelles fonctionne la Commission internationale de contrôle et de surveillance ne se sont pas améliorées autant que je l'avais exigé pour que nous consentions à rester. En fait, la situation s'est détériorée au lieu de s'améliorer. Toutefois, on nous a exhortés à la patience et nous allons continuer de surveiller les événements, sans doute jusqu'à la fin du mois.

**M. Brewin:** Si les conditions n'ont pas été respectées, et je reconnais avec lui qu'elles ne l'ont pas été, pourquoi n'avise-t-il pas dès maintenant les diverses parties que le Canada ne peut continuer à jouer ce rôle inutile?

**Des voix:** Bravo!

● (1420)

**M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, l'accord de paix est toujours en vigueur. Bien que les États-Unis et le Vietnam du Nord aient tous deux envoyé des notes à chacun des membres de la Conférence internationale au Vietnam et aient tous deux exprimé leur détermination de veiller à ce que l'accord de paix soit respecté, il a manifestement été violé. Toutefois, je ne crois pas qu'il nous appartienne de juger si l'accord de paix a été violé ou non. C'est aux signataires de l'accord de paix d'en décider. Notre fonction en tant que membres de la Commission est de faire rapport des infractions signalées à la Commission internationale de contrôle.

\* \* \*

#### LA SÉCURITÉ SOCIALE

##### LES PENSIONS DE VIEILLESSE—LA POSSIBILITÉ D'ABAISSE L'ÂGE D'ADMISSIBILITÉ À 60 ANS—DISCUSSION LORS DE LA RÉCENTE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Étant donné que la question relative au versement de la pension de sécurité de la vieillesse à 60 ans prend de plus en plus d'importance aux yeux de la population canadienne, le ministre pourrait-il dire si, à l'occasion de la récente conférence avec ses homologues provinciaux, il a soulevé cette question?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le président, cette question et de nombreuses autres ont fait l'objet de discussions. Toute la question de la sécurité sociale a été considérée, y compris celle dont parle le député.